

LIBERTÉ ET JUSTICE POUR ATENCO

Mexique : Appel en faveur des condamnés d'Atenco

Campagne nationale et internationale

samedi 14 mars 2009, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 8 mars 2009).

Nous, personnes et organisations, presque trois ans après les terribles événements répressifs de San Salvador Atenco, voulons exprimer ce qui suit.

1. Le mouvement pour la défense de la terre qui a surgi en 2001, face à l'initiative gouvernementale d'exproprier la terre afin de construire un nouvel aéroport pour la ville de Mexico, est un mouvement social dont les causes et les revendications sont justes, légitimes, et possibles à satisfaire. La violence n'aurait jamais dû être la réponse de l'État face à ce mouvement de paysans et d'habitants. Le Front communal pour la défense de la terre (FPDT) représente ce mouvement. L'État a commis une erreur en polarisant le conflit à l'époque, et en optant pour une issue autoritaire face à ce problème social.

2. Les innombrables violations des droits humains lors de l'opération lancée par les gouvernements fédéral, de l'État et municipal en mai 2006 sont un fait déplorable qui a été démontré sur le plan national et international par des organismes reconnus de défense des droits humains.

Diverses instances de l'État et même des fonctionnaires fédéraux ont reconnu la gravité des violations et des exactions commises à San Salvador Atenco. Il n'existe aucun doute sur le fait que ces violations ont été commises. Hélas, dans sa délibération de la semaine dernière, la Cour suprême de justice a évité de se prononcer sur les responsabilités des dirigeants policiers et politiques qui ont participé à ces faits.

Par la manière, la répétition et le modèle des arrestations, de la brutalité policière, des abus sexuels contre les femmes arrêtées, la torture et les irrégularités de procédure, nous considérons qu'il y a indubitablement des responsables politiques clairement identifiables, soit par leurs actions, soit par leurs omissions, soit par leur place dans la chaîne de commandement. C'est l'État mexicain et les hauts fonctionnaires qui ont eu la charge des opérations qui sont responsables des violations des droits humains commises à San Salvador Atenco. Ces opérations ont eu deux buts politiques : traiter comme des criminels celles et ceux qui constituent un mouvement social légitime, et essayer de désarticuler et décapiter la structure organisationnelle de ce mouvement. L'État a commis une erreur en ne parvenant pas à régler un petit conflit ne concernant que huit vendeurs de fleurs et en polarisant ce conflit. Les 3 et 4 mai 2006, l'État a lancé une opération planifiée, délibérée et calculée pour instaurer la peur et infliger un châtement exemplaire, à travers la violence autoritaire, au mouvement social du Front communal pour la défense de la terre et aux organisations solidaires qui l'accompagnaient.

Le chapitre de l'obtention de la justice par les victimes est incomplet.

Pour l'instant, la justice est en suspens.

3. À cause de ces déplorables événements, treize personnes sont toujours en prison, avec des peines allant de 31 ans à 67 ans et même 112 ans, dans un pénitencier de haute sécurité. Tous ont été condamnés à de terribles et injustes sentences pour des délits qu'ils n'ont pas commis. Le système de justice a été employé contre eux de manière factieuse. Ils ne sont pas des délinquants, certains sont les dirigeants les plus visibles du mouvement pour la défense de la terre et d'autres de simples et humbles habitants quelques-uns même n'avaient jamais participé à aucun mouvement social. La façon dont ils ont été arrêtés, les abus et les violations des droits humains auxquels ils ont été soumis, les irrégularités dans leurs procès et leurs condamnations montrent encore une fois qu'ils sont prisonniers sans véritable fondement juridique et légal.

Ces treize personnes sont des prisonniers politiques. Et la justice ne peut suivre son chemin tant que les violations aux droits humains continuent. Ces violations continuent tant qu'ils restent emprisonnés. Il devient urgent sur les plans national et international d'exiger la LIBERTÉ des treize prisonniers, et c'est pour cela que nous nous sommes réunis nombreux, acteurs et actrices, musiciens, journalistes, écrivains, peintres, académiciens, religieux, défenseurs des droits humains, organismes civils, solidaires, familles des prisonniers, avocats de la défense et le Front communal pour la défense de la terre lui-même, pour réaliser ce qui suit.

APPEL À LA SOCIÉTÉ CIVILE NATIONALE ET INTERNATIONALE

Nous appelons la société civile nationale et internationale, les femmes et les hommes, de tous les âges, de toutes les entités du pays, de tous les continents du monde, de la ville ou de la campagne, de toutes les professions, arts et métiers, de toutes les orientations et préférences sexuelles, toutes les personnes, familles, collectifs, organisations, réseaux et mouvements indigènes, syndicaux, paysans, urbains populaires, de femmes, écologistes, des droits humains, étudiants et religieux qui luttent pour la liberté et la justice à participer à la campagne nationale et internationale LIBERTÉ ET JUSTICE POUR ATENCO. Celle-ci commence ce 17 février et sa première phase se terminera les 3, 4, et 5 mai de cette année, avec l'intention de rassembler les voix qui demandent :

- * La LIBERTÉ des treize prisonniers politiques.
- * L'annulation des sentences de condamnation.
- * L'annulation des mandats d'arrêt contre les gens poursuivis.
- * Le respect absolu des droits humains des gens arrêtés et poursuivis.
- * La condamnation et l'arrêt de la criminalisation des mouvements sociaux au Mexique.

(...)

Comité Liberté et justice pour Atenco.

Envoyez vos signatures à cspcl.altern.org

Voir en ligne : <http://www.atencolibertyadjustice.com/>

P.-S.

* Publié en français par Rue89 | 08/03/2009 | 01H41.